

FRONT NDADAYE MELCHIOR

COMMUNIQUE N° 1

B. 10. 2. 1.
- Burundi
- crisis oct '93
- PRODEBU
- Front NDADAYE Melchior

Dans la nuit du 20 au 21 octobre 1993, une tentative de coup d'état militaire visant à décapiter les institutions démocratiques issues des élections du mois de juin 1993 et à perpétrer des massacres et un génocide contre les Hutu à l'instar des événements de 1959, 1969, 1972-1973, 1988 et 1991 vient encore une fois d'endeuiller le BURUNDI.

Le bilan de ce coup est très lourd et triste :

- L'assassinat du Président de la République, du Président et du Vice-Président de l'Assemblée Nationale, du Ministre de l'Administration du Territoire et du Développement Communal, de l'Administrateur Général de la Documentation et des Migrations, de l'épouse du Ministre des Relations Extérieures et de la Coopération et de l'épouse d'un député de l'Assemblée Nationale ;
- Les massacres politico-éthniques mettant aux prises partisans et opposants du régime issu des élections démocratiques qui avaient permis à la majorité Hutu d'accéder au pouvoir. Plus de 500 000 personnes ont déjà perdu la vie jusqu'à ce jour. Et d'autres encore continuent et continueront à mourir si aucune action n'est menée pour arrêter ces massacres ;
- L'exil de plus de 700 000 personnes vers les pays limitrophes ;
- Le déplacement d'une centaine de milliers de personnes vers les centres administratifs et religieux du pays.
- Plusieurs dégâts des infrastructures économiques et sociales (ponts détruits, maisons incendiées, cultures ravagées, pillages de magasins et de bétail...)
- Paralysie de la vie administrative et économique sur tout le territoire national.

Les causes de ce coup d'état sont multiples et en voici quelques-unes :

- 1° Refus des Tutsi d'un pouvoir dirigé par un Hutu;
- 2° La volonté manifeste de l'armée à garder le monopole de contrôle des institutions du pays ;
- 3° Le parti UPRONA qui n'a pas su digérer la défaite aux élections du mois de Juin 1993 ;
- 4° Le refus par l'armée monoéthnique et monorégionale d'une restructuration de ce corps en une armée réellement nationale capable de protéger les institutions.

La situation chaotique que traverse actuellement le pays reflète un plan de génocide minutieusement préparé :

Les auteurs : Les putschistes du 3 juillet et ceux du 20 Octobre 1993.

Leur objectif : Décimer au moins deux millions de Hutu pour " avoir la paix " encore pendant 15 ans (l'an 2010).

Leurs stratégies : - Deux groupes armés dits " rebelles " opèrent l'un à partir de GITEGA vers KARUSI, RUYIGI et MWARO ; l'autre à partir de NGOZI, KAYANZA et KIRUNDO.

- Au cours des opérations, les Tutsi sont regroupés et protégés dans les centres administratifs et les camps militaires pendant que les militaires se livrent sauvagement à un massacre de Hutu.

Au nord du pays, le commandement est assuré par le Lieutenant Colonel HWAYI, originaire de VYANDA.

- Prétexter une armée rebelle pour temporiser et préparer un coup d'état devant mener un BAGAZA ou autre au pouvoir.

- Organiser des réunions improvisées avec des cadres, le corps d'état et la société civile pour désapprouver les décisions du Gouvernement Légal notamment la force internationale de protection des institutions.

- Faire pression au Gouvernement pour qu'il sorte de l'exil afin que certains membres du Gouvernement comme les Ministres NTIBANTUNGANYA et NYANGOMA soient exécutés. Cela donnerait l'occasion aux militaires de consommer le putsch manqué.

Dans le cas contraire, donner l'aval à un BAGAZA et autres qui vont accuser le Gouvernement de trahison.

- Hâter l'enterrement des héros et martyrs de la démocratie avant l'arrivée des forces de protection pour acculer le Gouvernement à sortir et que certains membres du Gouvernement et les cadres Hutu du pays soient tués le jour des funérailles.

- Enfin, ce sera l'occasion pour l'armée d'opérer un massacre des Hutu instruits et autres Frodebistes du sud (BURURI, MAKAMBA, et RUTANA) et du nord-ouest (BUJUMBURA, CIBITOKÉ et BUBANZA).

En attendant, des Tutsi civils détiennent des armes à feu et épaulent les militaires à l'intérieur du pays.

A BUJUMBURA, dans les quartiers populaires de KAMENGE, KINAMA, CIBITOKÉ, KANYOSHA, NYAKABIGA et BWIZA, des réfugiés rwandais commettent des assassinats de Hutu.

En conclusion, le climat de rumeur de massacres et de coup d'état est réel. Ce n'est plus de la rumeur mais un plan ourdi.

Bien plus, les affirmations du Premier Ministre et de l'état major de l'armée selon lesquelles il existerait une armée loyale et les rebelles n'est qu'un leurre. Et pour preuve, les massacres sélectifs des populations innocentes se poursuivent par des hommes en uniforme militaire guidés par des groupes Tutsi.

Compte tenu de ce qui précède, le Front NDADAYE Melchior

- 1° Lance un cri d'alarme à la communauté nationale et internationale pour un envoi urgent d'une force internationale de protection des institutions légales ;

- 2° Considère que les conclusions des réunions tenues à KIGOBE ces derniers temps ne reflètent que l'opinion des ténors des régimes totalitaires décriés le 1er et le 29 Juin ;

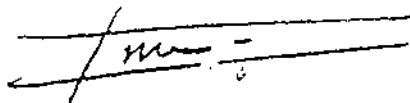
- 3° Fait remarquer que seul le Parti SAHWANYA FRODEBU, vainqueur des élections démocratiques nationales de Juin est habilité à orienter la politique nationale ;

- 4° S'étonne du fait que les militaires se dressent contre l'envoi des forces internationales de protection alors que le peuple n'a plus confiance en eux ;

- 5° Exhorte les militaires " rebelles " à regagner sans condition les casernes ;

- 6° Invite les Forces Patriotiques et les Démocrates Burundais à se dresser comme un seul homme pour contrecarrer le plan de génocide en cours d'exécution.

Fait à BUJUMBURA, le 06/11/1993
Pour le Front NDADAYE Melchior
NTIBASHIRWA Jean-Marie-Vianney.



LE FRONT NDADAYE MELCHIOR

COMMUNIQUE N°2

Le Front NDADAYE Melchior tient à tirer sur la sonnette d'alarme pour décrier la nouvelle vitesse engagée par la clique putschiste de militaires et civils tribalo-régionalistes. Dans leur plan diabolique, piloté par Nduwayo et sa clique, la nouvelle vitesse engagée est de procéder aux assassinats planifiés, en plus des intellectuels hutu, de tout officier soupçonné, fatigué par cette sale guerre stupide, fratricide et qui manifeste un moindre signe favorable au règlement pacifique du conflit par des négociations entre tous les protagonistes.

De sources concordantes, la mort des Lieutenants-Colonels FYIRITANO François et NZEYIMANA Dieudonné s'inscrit dans ce plan diabolique et une liste d'autres officiers à abattre dans le même contexte est déjà préétablie.

Au moment où les hutu et les tutsi s'accusent les uns les autres de génocidaires, le Front NDADAYE veut éclairer l'opinion surtout internationale longtemps abusée, l'affaire de la guerre et des assassinats de toute nature. Trois cibles sont visés: la population en général, l'élite hutu et les officiers modérés de l'armée en particulier.

A. La population en général

a) Actions des F.D.D. de NYANGOMA

Les F.D.D. attaquent des positions militaires. En plus des militaires, les civils hutu et tutsi sont tués parce que, rangés derrière ces militaires. L'armée, au lieu de contre-attaquer, se replie et dès que les F.D.D. ne sont plus là, les militaires se livrent aux massacres des hutu, les accusant d'être de mèche avec les rebelles.

b) L'armée burundaise

L'armée s'attaque à des populations des collines à forte concentration hutu sous prétexte de pourchasser des "assaillants". Elle est souvent épaulée par les milices tutsi qui sèment la mort et la désolation après avoir tout pillé et détruit sur leur passage.

B. L'élite des Forces de Changement Démocratique(F.C.D.)

Les miliciens tutsi(SOJEDEM, "sans défaites", "sans échecs", Front de la Jeunesse Patriotique'F.J.P', Association des Anciens Militaires'ASSAM') de mèche avec certains militaires gagnés à la cause de la clique Nduwayo, commettent des assassinats planifiés des membres des F.C.D.

C. Officiers modérés de l'armée

Ils sont persécutés par leurs collègues en armes et les miliciens tutsi pour leur comportement favorable à une paix négociée (cfr infra).

C'est pour cela que le Front NDADAYE Melchior:

1° Se joint à d'autres appels lancés tel que celui du Comité Internationale pour la Paix au Burundi à l'égard du 1^{er} Ministre Nduwayo de présenter sans délais sa **démission** face à son discours belliqueux et son opiniâtreté de refus à une paix négociée pour tout le peuple burundais.

2° Demande à la famille des F.C.D., à la communauté nationale et internationale principalement de retirer son soutien au 1^{er} Ministre Nduwayo en vue d'accélérer sa **destitution**.

3° Encourage les forces vives de la nation à se serrer les coudes, à ne pas céder aux menaces de mort proférées par Nduwayo et sa clique et rester solidaires dans le combat engagé pour le retour à la paix, à la démocratie et la concorde nationales.

4° Soutient l'initiative du Centre Carter par le biais du Président NYERERE et invite ce dernier à y mettre toute sa sagesse, toute sa clairvoyance et tout son possible en vue d'accélérer les négociations entre tous les protagonistes de la question burundaise; la seule voie qui garantit le retour à la paix et la stabilité du BURUNDI.

5° Remercie et encourage la communauté internationale, particulièrement l' Ambassadeur FAGUY, Représentant Spécial du Secrétaire Général de l' O.N.U , des efforts consentis pour déceler et déjouer les impudiques et mensongères informations des putschistes visant à garder en otage tout le peuple burundais.


6° Invite les hautes autorités de l'Etat, en l'occurrence le Chef de l'Etat, à renoncer à leur discours embobinant sur les corps de défense, de police et de justice pour faire croire à l'opinion(nationale et internationale) que ce sont ces corps qui vont ramener la paix au pays. Au contraire, ce sont ces corps qui, dans leur composition actuelle(à majorité écrasante tutsi), sont sources, au même titre que les bandes armées F.D.D., d'insécurité permanente et entravent le retour à la paix et à la tranquillité du pays.

A ce titre, le Front NDADAYE met en cause le credo selon lequel la question burundaise sera résolue par les seuls burundais. La part de la communauté internationale est incontournable: 30 ans de résurgence de la question burundaise prouvent à suffisance l'incapacité des burundais à la résoudre seuls.

7° Invite ces mêmes autorités à mettre tout en oeuvre tous les mécanismes possibles en vue de la restructuration profonde dans la composition des corps ci-haut cités. Ainsi, il n'y pas de secret pour personne que l'ultime préalable de cette restructuration des dits corps passera d'abord et obligatoirement par le règlement pacifique du conflit actuel par des négociations directes entre les belligérants.

Fait à Bujumbura le 4/5/1996

Pour le Front NDADAYE Melchior


NTIBASHIRWA J.M. Vianney

LEFRONT NDADAYE MELCHIOR

COMMUNIQUE N°10

Quelques mois après l'assassinat crapuleux du Président NDADAYE et ses plus proches collaborateurs, une rencontre eût lieu à l'Hôtel Club du Lac TANGANYIKA. Elle réunissait le Président NTIBANTUNGANYA, à l'époque Président intérimaire du parti FRODEBU, le haut commandement militaire et les commandants d'unités de la garnison de Bujumbura.

A titre de rappel, selon le fameux communiqué du triste "Conseil National de Salut Public" dirigé par NGEZE, ce sont ces mêmes unités qui se sont mutinées le 21/10/1993 contre leur commandant suprême NDADAYE et ses proches. Aujourd'hui, l'on assiste à une sorte de reconquête à la tête des provinces comme gouverneurs par des commandants des différents Districts tel que le même triste Conseil de NGEZE l'avait conçu et exécuté au lendemain de l'assassinat du Président NDADAYE. Tout cela, avec l'objectif ultime de consommer totalement le putsch du 21/10/1993; cette fois-ci après avoir commis un génocide des hutu.

Lors de cette rencontre, Monsieur Firmin SINZOYIHEBA, Ministre actuel de la Défense, alors commandant de l'ISCAM (Institut des Cadres Militaires) à l'époque, se leva pour solliciter une "minute de confiance" auprès du Président NTIBANTUNGANYA en faveur de son armée putschiste pour que cette dernière puisse ramener "l'ordre et la tranquillité" publics (sic!).

Il n'y a pas de doute pour personne qu'il s'agissait là d'une sorte de demande de pardon. Mais quel paradoxe et quelle imposture d'implorer le pardon de Dieu pour une armée souillée, qui a commis et qui commet encore des sacrilèges! Jusqu'à présent, elle ne s'est pas encore confessée devant Dieu et devant tout le peuple burundais en renonçant à leurs crimes quotidiens. Dieu ne pardonne pas aux pécheurs qui ne se confessent pas, en l'occurrence une armée putschiste encore sanguinaire.

Le Front NDADAYE Melchior invite l'armée de SINZOYIHEBA (Ministre de Défense) et BIKOMAGU (Chef d'Etat Major) de se repentir et demander publiquement le pardon à Dieu et à tout le peuple burundais parce qu'elle a péché.

Monsieur le Ministre de la Défense,

Le Front NDADAYE Melchior vous invite à prendre une minute de conscience pour vous rendre compte du comportement très grave de votre armée:
votre armée a tué son commandant suprême NDADAYE,
votre armée a tué hommes, femmes, vieillards, enfants,...et tue encore,
votre armée a tué députés, cadres, paysans, fonctionnaires, ouvriers, élèves,...et tue encore,
votre armée a tué la population innocente et la tue encore,
votre armée a purifié Nyakabiga, Musaga, Ngagara, Bwiza,...et le fait encore,
votre armée a pillé et détruit Kamenge, Kinama, Kanyosha,...et des coins et autres recoins, du pays,
votre armée n'a pas ramené et ne ramène pas encore "l'ordre et la tranquillité" publics.

Monsieur le Ministre de la Défense,

La "minute de confiance" sollicitée, n'était pas pour ramener la paix, mais au contraire. Certainement que vous étiez guidé par d'autres mobiles. Soit parce que peut-être, ayant été débordé par le feu que votre armée venait d'allumer à l'époque, vous lui cherchiez un temps nécessaire pour élaborer d'autres stratégies pour la réussite totale du putsch. Soit parce que, vous aviez encore en mémoire fraîche une trouille dans votre conscience de par les mots que Feu Président NDADAYE venait de prononcer quelques minutes avant qu'il ne tombe sous le coup des assassins qui font encore partie du commandement de votre armée.

Il disait à ses bourreaux de songer à leurs enfants, à leurs familles et à leur avenir; qu'il ne fallait pas verser du sang. Mais hélas! ils n'ont rien compris de cet appel sain. Ils ont versé du sang et le sang continue à être versé jusqu'à nos jours.

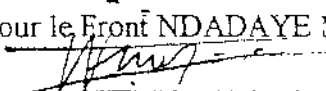
Monsieur le Ministre de la Défense,

Votre armée a une grande part active et une grande part de responsabilité dans le sang versé des innocents quotidiennement. **Mais jusqu'à quand?** Et l'avenir que Feu Président NDADAYE disait, de votre armée, de vos enfants, de vos familles; pensez-vous au moins? A vous et votre armée de prendre une minute de conscience pour méditer sérieusement sur cela.

N'est-ce pas vous un jour à KIRUNDO, qui faisiez un clin d'oeil aux élèves tutsi devenus miliciens, de ne pas chasser de l'école leurs condisciples hutu, au risque d'acculer ces derniers à prendre des armes? Est-ce que ces élèves tutsi qui regorgent seuls des établissements secondaires et supérieurs devenus des camps d'entraînement des miliciens tutsi ont compris votre clin d'oeil? Comprendront-ils un jour?

Bujumbura, le 8/5/1996

Pour le Front NDADAYE Melchior


NTIBASHIRWA J.M. Vianney

FRONT NJADAYE Melchior,

COMMUNIQUE N°11

AU BURUNDI, LE GENOCIDE DES HUTU EST IMMINEMMENT CONSOMME

At Burundi, l'exécution du GENOCIDE DES HUTU par les Tutsi ne fait plus ombre d'un doute. Il a été conçu et exécuté depuis plus de 3 décennies et le silence de la communauté internationale ressemble à une conspiration.

Le génocide est physique et intellectuel. Cela, la communauté internationale le sait, mais elle continue à fermer l'oreille face à l'appel suppliaant et incessant du Secrétaire Général des Nations Unies, S.E. Monsieur Boutros Boutros Ghali.

Ce que la communauté internationale ne peut pas ignorer, c'est que le génocide des Hutu s'opère à compte-gouttes depuis les années 60, conçu et élaboré par les Commandants suprêmes des Armées et les hommes politiques qui ont dirigé ce pays ; chacun ayant à son actif une année ou une période de sinistre mémoire de massacres massifs d'innocents Hutu sans défense : MICOMBERO avec 1972-73, BAGAZA de 1979-1986, BUYOYA de 1988 et de 1993 jusqu'à nos jours.

1. Sous le leadership de BUYOYA et de son UPRONA, le génocide des Hutu a atteint le paroxysme

Hormis les exécutions extrajudiciaires des Hutu commis avant juin 1993, le putsch du 21 octobre 1993 était le coup d'envoi d'un GENOCIDE RAMPANT DES HUTU DES FORCES DU CHANGEMENT DEMOCRATIQUE :

- Les universitaires, fonctionnaires, écoliers et tous les chômeurs ont manifesté du 3 au 6 juin 1993, alléguant que les élections avaient été truquées. Ils avaient une pancarte qui portait le slogan : "IKIGANDARO KIROBERA I NYABIHANCA (le deuil aura lieu à NYABIHANCA : entendu ici, la commune natale de feu Son Excellence Melchior NJADAYE).
- Dans tous les secteurs publics et para-publics, les Tutsi organisent des manifestations pour refuser les dirigeants HUTU.
- Les écoles, l'Université, tous les centres urbains ont été purifiés de Hutu.
- Partout dans les collines du pays, les militaires accompagnés de miliciens tutsi qui ont été armés par le Premier Ministre, Antoine NDUWAYO sous la bannière de l'autodéfense civile, tuent, pillent et brûlent habitations et propriétés des Hutu.
- Les miliciens s'entraînent chaque jour : on les voit dans toutes les rues et les quartiers de BUJUMBURA. Le plan de l'autodéfense est déjà conçu : En plus des armes à feu qui sont déjà distribuées, les bambous se sont aussi dans tous les quartiers et les camps de déplacés tutsi. Le distributeur c'est SIMBIZI de NYAKABIGA III, 7e Av.n°1.

On se rappellera en effet de la chanson populaire en vogue dans la région du MUGAMBA (1973-1980) : "Umugano wo mu Mugamba warakoreye UMUGAMBWE. MICOMBERO Ganza mu Burundi, MICOMBERO" (Le bambou de la région de MUGAMBA a beaucoup aidé le parti (entendu ici l'UPRONA). Que MICOMBERO règne au Burundi).

2° Le génocide des hutu à grande échelle est imminent.

- Ils vont embrocher les Hutu à l'aide des bambous, comme ils l'ont fait en 1972-73 dans la région de MUGAMBA. Ils viennent de rééditer la sinistre expérience dans la commune de GIHETA où, de GITEGA, ils viennent de massacrer plusieurs dizaines de Hutu.
- Environ 200 Hutu meurent assassinés chaque jour à travers le pays.

- Le 23 avril 1996 : massacre de plus de 200 Hutu réfugiés dans l'Eglise de BUHORO en Commune BUGENDAYA, province de GITEGA.
- Le 26 avril 1996 : Massacre de 328 Hutu rassemblés au marché de KIVYUKA, commune MUSIGATI, Province BUBANZA.
- Le 2 mai 1996 : Massacre de plusieurs dizaines dont l'Honorable Bibiane NTAMUTUMBA et toute sa famille, en commune RUGOMBO, province de CIBITOKE.
- Le 3 mai 1996 : Les militaires ont égorgé plus de 20 jeunes hutu, dans le village ECOSAT, derrière l'Hôpital Roi Khaled; ces militaires les avaient arrêtés à l'abattoir.
- Du 8 au 9 mai 1996: Massacres & assassinats de plusieurs autres Hutu dont, 8 déplacés du Village Johnson, Mme KAYIBIGI Angélique, Directeur Général à la CAMFI, Libère MUZEZE... Des Hutu sont tués chaque semaine dans le camp de déplacés tutsi situé derrière le C.N.P.K. : Les plus récents qui ont été tués le 3 mai 1996 sont les enseignants Edouard MBAZUMUTIMA, Agricole, ... Epitace a échappé par miracle.
- Le 10 mai 1996 : Massacre de plusieurs hutu dans la ville de GITEGA.
- Etc.

3. Observations

Le génocide des Hutu menace d'être consommé : une rumeur d'attaque des derniers refuges des Hutu, Village Legentil, Village Johnson, BUTENZI et GATUMBA se confirme.

L'entraînement intensif des miliciens tutsi à travers tout le pays n'est pas gratuit. En effet l'appel à l'autodéfense civile par NDUWAYO et l'UPRONA se fait de façon entêtée ; les génocidaires n'ont pas encore assouvi leur soif, ils n'ont pas encore réalisé leurs objectifs. C'est ainsi que beaucoup d'autres hutu seront assassinés, le génocide des Hutu sera consommé avant que la communauté internationale ait pris des mesures.

Ils ont dit : MITIMANA et son PRP ; BUYOYA, NDUWAYO et leur UPRONA, BAGAZA et son PARENA ; Madame Victoire NDIKUMANA l'a aussi confié à M. Astère GIRUKWIGOMBA (alias GISHURI) ; toute l'opposition : "Nous n'allons plus accepter le suffrage universel direct. Plus jamais le principe "Un homme, une voix". Ce seraient les Hutu qui monopoliseraient le pouvoir, nous en serions définitivement exclus". Les tutsi oublient facilement -sinon ils le font exprès - : Les Hutu ont enduré l'oligarchie hégémonique tutsi - hina durant beaucoup de décennies.

Convaincus du principe selon lequel "Majority wins, Majority rules" les génocidaires tutsi ont opté pour opérer un génocide flagrant. Ils ont en vue l'échéance constitutionnelle et conventionnelle du 8 juin 1998. Ils veulent donc l'atteindre ayant déjà exterminé le plus de Hutu que possible jusqu'à les réduire à 14%, ainsi on aurait un électorat égal. Telle est la raison primaire de leur PLAN GENOCIDAIRE.

Il n'y a nul doute en effet. Sinon, pourquoi ce PARADOXE BURUNDAIS : la MAJORITE sollicite avec insistance une force internationale d'interposition, mais la MINORITE s'y oppose farouchement. La MAJORITE réclame le dialogue et la négociation entre les Burundais, la MINORITE s'y oppose avec toute sa dernière énergie.

FRONT NDADAYE Melchior demande instamment à la communauté internationale de faire fi aux menaces de cette minorité, mais plutôt d'agir aujourd'hui, en vue de sauver des millions de populations innocentes. Sinon, de mai, ce sera trop tard et elle sera taxée d'avoir été complice.

Fait à Bujumbura, le 12 mai 1996

Pour FRONT NDADAYE Melchior

NTIBASHIRWA Jean Marie-Vianney

FORCES ARMEES BURUNDAISES = FORCES REBELLES =
FORCES ANTI-DEMOCRATIQUES.

LE PEUPLE N'EN VEUT PLUS.

Les forces armées dites "Burundaises" constituent une bande de criminels sous l'étiquette officielle au lieu d'être un corps du service de l'Etat, du Gouvernement et de la Nation.

C'est une bande dont la composition, la formation politique et le comportement amènent le peuple à se révolter et à réclamer sa dissolution et la mise en place d'une nouvelle armée véritablement nationale avec objectif et mission de toute armée moderne aux attitudes et morale de l'ère démocratique.

Dissequons cette armée en deux points avant de conclure par l'attitude du peuple et le désarmement :

- 1. DE LA COMPOSITION ET FORMATION POLITIQUE DE L'ARMEE,
- 2. DU COMPORTEMENT DE L'ARMEE.

A. DE LA COMPOSITION ET FORMATION POLITIQUE DE L'ARMEE.

Depuis l'arrivée au pouvoir du Capitaine Michel MICOMBERO en Novembre 1966, une politique délibérée a été mise sur pied en matière de recrutement, de la conscientisation et d'exclusion dans l'armée Burundaise.

En matière de recrutement, le régime MICOMBERO aura brillé dans la formation de l'armée actuelle. Tout a été fait pour que seuls les jeunes garçons TUTSI originaires de la région de Bururi qui comprenait autrefois le Province de Bururi et Makamba entrent dans l'armée.

Pour cacher à l'opinion cette manière de procéder le régime a introduit quelques éléments TUTSI en provenance d'autres régions comme Muramvya, Jenda et autres. Ce recrutement des TUTSI d'ailleurs aura aussi pour but de compléter l'effectif qui ne pouvait entièrement venir de Bururi, sans oublier que les équipes chargées de recrutement devaient privilégier les régions connaissant des agglomérations plus ou moins importantes des TUTSI. C'est ainsi que les communes de Gisozi, Bisoro, Rusaka, Mugongo-manga et Mukike ont été des enfants chéris après l'ancienne Province de Bururi.

Cette exclusion dans la composition de l'armée sera parachevée par les différentes épurations de tous les éléments HUTU de l'armée en 1965, en 1969 et plus particulièrement en 1972 où tous les militaires : hommes de troupes, sous-officiers et officiers HUTU seront exterminés systématiquement.

Des éléments TUTSI officiers originaires d'autres régions seront aussi écartés en 1971 et 1972 avec le fameux complot NTUNGUMBURANYI, RUSIGA et autres.

Cet état de chose restera jusqu'au dernier recrutement parce que le régime BAGAZA au lieu de corriger renforcera cette politique et le dernier président TUTSI HIMA de Bururi le Major BUYOYA n'entreprendra rien dans ce domaine jusqu'en 1988 où avec les massacres de NTEGA et MARANGARA l'opinion nationale et internationale exigea la révision de certaines choses et d'où naîtra la fameuse politique d'Unité Nationale ainsi que une politique de recrutement permettant depuis 1989 l'entrée à l'armée des éléments HUTU au niveau des hommes de troupe.

En plus de cette composition mono-éthnique et mono-régionale, l'armée aura brillé dans sa conscientisation anti-hutu. Les militaires dès leur incorporation dans l'armée recevaient une leçon de morale dont l'essentiel était centré sur la haine ethnique.

Dans la tête de tout soldat burundais l'ennemi numéro un est un HUTU et restera et reste celui-là jusqu'aujourd'hui, ce qui a précipitamment conduit à l'assassinat par la dite armée du premier Président HUTU Son Excellence Melchior NDADAYE.

B. DU COMPORTEMENT DE L'ARMÉE.

L'armée burundaise s'est toujours comportée comme une bande de rebelles contre toute revendication légitime du peuple, contre tout changement dans la gestion de l'Etat, contre toute initiative visant la justice sociale etc...

Dissequons le comportement de cette armée selon les périodes qui ont entouré le processus démocratique dans le pays.

1. DU COMPORTEMENT DE L'ARMÉE DURANT LA PERIODE AVANT LES ELECTIONS DE JUIN 1993.

Alors que l'opinion nationale et internationale était sensibilisée sur le processus de démocratisation dans le pays et que des forces politiques se préparaient pour la compétition électorale, la hiérarchie militaire s'évertuait à prendre position en faveur de l'ancien parti unique au pouvoir, l'UPRONA. Procédant par des déclarations officielles à l'intimidation par déploiement des forces en passant par le passage à tabas des militants encadreur des partis de l'opposition en faveur du changement, l'armée burundaise s'est investie activement dans le combat politique pendant la période qui a précédé la campagne électorale.

C'est ainsi que le Colonel MIBARURWA Michel, à l'époque Chef d'Etat Major Général de l'Armée prendra position en faveur de l'UPRONA au cours des fêtes de l'armée et des voeux De nouvel an.

C'est dans la même ligne que les commandants d'Unité de l'armée et de la gendarmerie et d'autres militaires tiendront des séances dans les bistrotts et autres endroits de rencontre dans lesquelles ils prenaient position contre tel ou tel parti de l'opposition principalement les partis politiques dont les représentants légaux sont HUTU ou dont l'initiative de création revient à un HUTU.

Ce sera le comportement du Commandant de District de NGOZI, le Major BATUNGWANAYO, du Commandant De Brigade RUMONGE à l'époque le Commandant MBONYINGINGO, du Commandant du 1er Bataillon des Parachitistes à l'époque Major NZUNOGERA, du Commandant du 11è Bataillon Blindé le Lieutenant Colonel GIRUKWIGOMBA Pancras etc...

Pendant la campagne présidentielle le Haut Commandement de l'Armée, constatant que leur Candidat Pierre BUYOYA n'était pas accueilli par la population comme son adversaire le Président NDADAYE Melchior, a entrepris des actions d'intimidation et de persuasion de la population.

En effet malgré les discours de diabolisation du PARTI SAHWANYA-FRODEBU initiés et prononcées par des grands tenors De l'UPRONA comme MAYUGI Nicolas, KADEGE Aphonse, NGEZE François, BARANYURETSE Libère, RUKINGAMA Luc, par tous les Ministres du Gouvernement SIBOMANA Adrien, par tous les Gouverneurs de province et presque tous les Administrateurs communaux, la population répondait massivement aux meetings de campagne de feu Président NDADAYE Melchior. Les tenors de l'UPRONA initièrent en collaboration avec le haut commandement de l'armée une stratégie visant à persuader la population que le changement du pouvoir allait provoquer une crise semblable aux événements 1972 qui emportant toute l'élite HUTU produisant ainsi un grand nombre d'orphélins, de veufs et veuves dans les familles HUTU. C'est ainsi que l'armée qui s'est spécialisée dans les événements de 1972 fut choisie pour appuyer, par son déploiement, les discours et thèmes de campagne de l'UPRONA.

Partout où le Candidat BUYOYA Pierre de l'UPRONA n'était pas accueilli avec antousiasme par la population des militaires y étaient déployés en grand nombre avec des engins et canons connus pour leur efficacité dans les massacres de 1972 et de 1988.

Ce fut principalement le cas dans la région du Nord du pays : Bubanza, Cibitoke, Ngozi, Kayanza, Kirundo, Muyinga et Bujumbura Rural.

En plus de leur démonstration de maniement des armes les mêmes militaires montraient les trois doigts constituant le signe distinctif de Parti UPRONA du Candidat Pierre Buyoya et montraient en même temps les canons de leurs fusils aux militants qui leur répondaient avec le poing signe distinctif du parti SAHWANYA-FRODEBU.

2. DU COMPORTEMENT DE L'ARMEE APRES LA VICTOIRE DU PRESIDENT NDADAYE ET DU FRODEBU.

Dès la proclamation des résultats provisoires des élections présidentielles du 1er juin 1993, des manifestations contre la victoire d'un HUTU de l'opposition NDADAYE Melchior furent organisés à Bujumbura par l'élite TUTSI à laquelle les jeunes étudiants de même ethnie furent associés. Leurs slogans étaient centrés sur l'affirmation selon laquelle les élections avaient été éthnisées comme si le candidat TUTSI Pierre Buyoya n'appartenait à aucune ethnie.

C'est à ce moment que l'armée burundaise a commencé à manifester son opposition contre l'accession au pouvoir d'un HUTU issu des forces du changement.

Les officiers supérieurs et subalternes de l'armée révaliseront dans les déclarations contre la direction du pays par un pouvoir autre que celui qui avait caractérisé les 27 ans du régime militaire TUTSI HIMA de Bururi.

C'est ainsi que les officiers : le Lieutenant Colonel MIBARURWA Michel, Chef d'Etat Major des forces armées à l'époque, Le Lieutenant Colonel NIMUBONA Gervais ancien Gouverneur de la Province KAYANZA0 sous le règne de BUYOYA et ancien Consul du Burundi à Bukavu sous le même régime et ancien Administrateur de la Sûreté sous la règne de BAGAZA, Le Colonel NENGERI qui brilla par les massacres de 1988 à NTEGA et MARANGARA, Le Colonel MAREGAREGE, ancien Ministre de la Défense sous BUYOYA, Le Colonel NINGABA Sylvestre alias SININGI, anciens Chef de Cabinet de BUYOYA, Major BUSOKOZA, Major BUKASA et autres hauts officiers déclarèrent publiquement au Mess des Officiers que le nouveau pouvoir ne durera que trois mois tout au plus.

Il est vrai que les mêmes déclarations revenaient souvent dans les bouches des anciens ministres sous BUYOYA comme BARARUNYERETSE Libère, KADEGE Alphonse, NDARUZANIYE Gamaliel, MBONYINGINGO Jean-Bosco, RUDARAGI Didace et des cadres de direction des Parti UPRONA et de la JRR, mouvement intégré à ce parti, comme MIKAZA Diomède, MUKASI Charles, MADIRISHA Juvénal, BIRABUZA André, RUKANKAMA Jean, HORUMPENDE et autres, mais ceux-ci comptaient sur un coup de force envisagé par eux mais exécuté non pas par eux-mêmes mais par les militaires.

Ces déclarations furent matérialisées pour la première fois le 3 juillet 1993 par un coup de force tenté pour arrêter la procédure en cours d'investiture du Président NDADAYE qui avait gagné les élections le 1er Juin 1993.

La matérialisation réussie des déclarations fut celle du 21 octobre 1993 dont les actes emportèrent les vies chères aux Barundi de Melchior NDADAYE et de ses principaux proches collaborateurs :

KARIBWAMI Pontien , le vaillant qui avait osé affronter la machine répressive et redoutable du pouvoir UPRONA : Président de l'Assemblée Nationale,

Gilles BIMAZUBUTE, le courageux et démocrate TUTSI qui avait tout dénoncé des régimes dictatoriaux et tribalo-terroristes de MICOMBERO, BAGAZA et BUYOYA : Vice-Président de l'Assemblée Nationale,

Juvénal NDAYIKEZA; le grand stratège de la direction de la campagne présidentielle et législative du Parti
SAHWANYA-FRODEBU : Ministre de l'Intérieur et du Développement Communal,

Richard NDIKUMWAMI, grand homme de l'organisation clandestine des renseignements et de la sécurité des dirigeants du Parti SAHWANYA-FRODEBU : Administrateur Général de la Documentation.

La même action criminelle avait été dirigée contre tous les Ministres, Représentants du Peuple et Gouverneurs de Province provenant des rangs du Parti SAHWANYA-FRODEBU, s'ils n'avaient pas fui certains vers les villages des montagnes surplombant la ville de Bujumbura, les autres vers les Ambassades et l'extérieur du pays.

Il est important de rappeler que - d'après NGEZE François qui avait été choisi par les militaires putschistes pour diriger le pays et qui est apparu à la télévision le 22 octobre 1993 toutes les unités de l'armée et de la gendarmerie s'étaient soulevées contre les institutions de l'Etat ; la même affirmation avait été précédemment faite par un officier de l'armée lors qu'il annonçait à la nation l'événement qui secouait le pays.

3. DU COMPORTEMENT DE L'ARMEE APRES L'ASSASSINAT DU PRESIDENT NDADAYE Melchior.

Le coup d'Etat n'ayant pas atteint le résultat final à savoir la prise effective du pouvoir, les commanditaires du putsch n'ont pas désarmé, ils ont initié un autre plan pour parachever le forfait.

En étroite collaboration avec l'armée certains hommes d'une moralité notoirement peu recommandable comme les NZEYIMANA Joseph, RUGAMBARARA Alphonse, HITIMANA Mathias, NDIKUMASABO Vincent, SINGEJEJE Cyrille, MADIRISHA Juvénal et son fils Willy MADIRISHA, HORUMPENDE, RUKANKAMA Jean, BARARUNYERETSE, KADEGE Aplhonse, NDARUZANIYE Gamaliel, MUKASI Charles et autres ..., organisèrent une opération dite "Ville morte" dont les phases étaient d'abord extermination de tous les HUTU des quartiers de la ville de Bujumbura où ils étaient minoritaires et bruler et piller leurs maisons, ensuite l'opération se poursuivrait dans l'attaque cette fois-ci avec beaucoup de moyens, les quartiers majoritairement HUTU de Kamenge et Kinama.

L'opération qui a débuté dans les quartiers de Musaga, Nyakabiga, Jabe, Mutakura et Cibitoke a complètement réussi parce que tous ces quartiers ne sont habités actuellement par aucun hutu. Ils ont été tués, d'autre ont fui dans les quartiers actuellement cibles des canons et blindés des militaires à savoir Kamenge et Kinama.

Quel a été le comportement de l'armée dans cette opération ?

Si les TUTSI de Musaga, Nyakabiga, Mutakura, Jabe et Cibitoke ont osé et réussi leur opération ce n'est pas parce qu'ils sont numériquement nombreux et physiquement forts dans la Mairie.

C'est tout simplement parce qu'ils étaient avec des militaires qui levaient leurs fusils et tiraient lorsque les populations HUTU résistaient.

Tout le monde en a été témoin même certains TUTSI le reconnaissent.

En quoi consiste depuis un certain temps l'opération définitive ?

Les populations TUTSI civiles ne pouvant pas marcher devant les militaires pour attaquer les quartiers des HUTU de Kinama et Kamenge, seuls les militaires font l'oeuvre ; ils utilisent les armes les plus sophistiquées à leur disposition. Au moment où ces pages sont en rédaction, des bombardements aux canons des blindés et des orgues de staline sont entrain de détruire les derniers quartiers HUTU ainsi que des montagnes surplombant la ville de Bujumbura.

Le prétexte de ces militaires serait le désarmement de la population. Pourtant il est connu que depuis 1972 des armes à feu ont été distribuées aux TUTSI dans tous le pays et principalement dans la ville de Bujumbura.

La Chiffre officiel connu dépasse 5000 armes à feu détenues par la population TUTSI mais curieusement aucune opération de désarmement n'a été tentée dans ces milieux TUTSI.

L'objectif dans l'attaque des quartiers de Kamenge et Kinama est de parachever le plan d'extermination de la résistance contre la prise du pouvoir par la force commencé depuis le coup d'Etat manqué le 21 octobre 1993.

Les mêmes militaires en collaboration avec les stratèges civils de la prise du pouvoir par la force font régner un climat permanent d'insécurité, de menaces de coup de force qui emporteront tous les dirigeants HUTU et TUTSI du Parti SAHWANYA-FRODEBU.

Le dernier coup d'Etat manqué date du 24 avril 1994 et les mêmes militaires sont entrain de préparer cette fois-ci un coup d'Etat décisif qui passera par un massacre de toute l'élite HUTU et TUTSI militants du Parti SAHWANYA-FRODEBU et des Partis P.P., R.P.B. et P.L. regroupés au sein de ce qu'on a appelé "Les forces du changement".

Le comportement de l'armée ainsi brièvement décrit a obligé la population à organiser sa protection.

C. DE LA REACTION DE LA POPULATION FACE AU COMPORTEMENT DE L'ARMEE

La population burundaise avait cru au soulagement contre l'insécurité, l'injustice, l'exclusion et la dictature qui avaient caractérisé la gestion du pays depuis une trentaine d'années. Elle avait l'espoir dans la victoire des mécanismes démocratiques pour l'accès au pouvoir mais hélas voilà que ceux qui ont eu l'habitude de donner et de retirer le pouvoir par la force n'ont pas accepté que le peuple soit le détenteur souverain du pouvoir.

Oui, ils tueront et détruiront mais ne géreront plus le pays par la force des armes, le peuple s'organise et s'organisera pour combattre les spoliateurs.

En effet depuis que le Premier Président HUTU démocratiquement élu a été sauvagement assassiné par l'armée et que la même armée a organisé la population TUTSI de la Mairie de Bujumbura pour massacrer et piller les populations HUTU, celle-ci a commencé à prendre conscience de l'imminence De l'exécution d'un plan de liquidation de l'élite, la jeunesse instruite et alphabétisée HUTU à l'instar du génocide initié, planifié et exécuté en 1972 par le Lieutenant Colonel Michel MICOMBERO, le Major RWURI Joseph, le Major NDUWINGOMA Samuel, le Lieutenant Colonel NDIKUMANA Gabriel, le Major BUGEGUZA, le Major SHIBURA Albert et autres officiers et civils TUTSI Hima de Bururi comme les SIMBANANIYE, YANDA André, KANUMA Longin.

Effectivement l'imminence était là, la preuve étant l'opération de purification ethnique des quartiers Musaga, Nyakabiga, Jabe, Mutakura et Cibitoke où tous les HUTU furent pourchassés, tués et leurs maisons et biens mobiliers détruits et pillés, laquelle opération s'est dirigée ensuite dans les quartiers où les HUTU rescapés de l'opération de purification avaient fui à savoir Kamenge et Kinama.

Face à cet état de chose, la population HUTU n'avait plus d'autre choix. L'expérience des génocides des années précédentes avait prouvé que la population a été abandonnée à elle-même par la Communauté Internationale qui, en principe, devait réagir devant un crime contre l'humanité.

La population HUTU qui n'avait jamais pensé à s'armer contre l'armée, pourtant danger et ennemi permanent, s'est organisée partout dans le pays principalement en Mairie de Bujumbura parce que cible privilégiée de l'armée. Elle a acheté et appris à manier les armes à feu de toute nature.

Certes la population s'arme contre l'armée TUTSI mais ne s'attaque jamais aux populations civiles TUTSI sauf si elle est amenée à repousser l'offensive des TUTSI comme ceci a été observé à KINAMA et KAMENGE lorsque les TUTSI burundais et rwandais après avoir réussi l'opération de purification dans leurs quartiers de MUTAKURA et CIBITOKÉ, ont décidé de poursuivre les rescapés réfugiés à KINAMA et KAMENGE.

Il y a un principe universel qui reconnaît à chaque homme le droit de se défendre en respectant la proportion et la force de l'attaque. En droit pénal c'est la légitime défense. La population HUTU étant menacée d'extermination par les armes à feu est obligée de se protéger avec les mêmes armes.

Voilà l'explication du phénomène de l'armement de la population et l'opinion Nationale et Internationale est appelée à saisir la justification de ce phénomène ; que personne, sauf si elle est de mauvaise foi, ne tente de concerver autrement l'explication du phénomène de l'armement du peuple. Il a été acculé à le faire et il poursuivra tant que la menace persistera, que ceux qui croient le contraire se désillusionnent.

D. DU DESARMEMENT DE LA POPULATION.

L'armée et les commanditaires des différents massacres et tentatives des putschs ont constaté qu'ils ne pourront plus réussir leurs forfaits parce que la population se dote de plus en plus des moyens de se protéger. Ils ont initié ce qu'ils appellent "désarmement de la population".

Ici deux questions se posent :

- 1) Pourquoi il y a un armement ?
- 2) Qui désarme qui ?

La première question trouve sa réponse dans tout ce qui a été développé dans ce document.

Quant à la deuxième question de savoir qui doit désarmer qui, la réponse est claire. Ce n'est pas l'armée burundaise qui peut faire cette opération. La population s'est armée pour se protéger contre-elle. Qu'elle le sache.

En kirundi il y a un proverbe "Ingwe igutwara igitungawa ikagutanga kuraka".

C'est à dire, le léopard dévore votre chèvre et retourne pour s'attaquer à vous au lieu de l'inverse.

Au Burundi, au vu et au su de tout le monde, l'armée n'a cessé de menacer et de massacrer la population HUTU, maintenant que celle-ci s'organise pour se protéger contre ses actes de barbarie, voilà qu'elle se fache, qu'elle est mécontente.

Chère armée, la conscience est là, quoi que tu feras tu ne pourras plus venir à bout de la population déterminée à te combattre.

Cette population qui te combat aujourd'hui t'a nourri et habillé depuis une trentaine d'années, elle t'a procuré des armes pour que tu la protèges mais tu n'as cessé de les retourner contre-elle.

Ton affaire, tu l'auras voulue et tu ne réussiras pas tes opérations visant à la désarmer.

Si aujourd'hui tu massacres les populations civiles innocentes sous prétextes de désarmement à Kamenge, Kinama et partout ailleurs dans le pays, tu ne réussiras pas, le mouvement est lancé pour que tu sois vaincue définitivement.

En concluant, nous demandons à l'opinion Nationale et Internationale de saisir et de soutenir la réaction de la population, les HUTU comme les TUTSI doivent savoir que l'armement populaire n'est nullement dirigé contre-eux.

Surtout les TUTSI doivent comprendre que l'armée qui prétend les protéger est la source de leurs malheurs, qu'ils ne tombent pas dans le piège de leur prétendue armée parce que disons la vérité quand les MICOMBERO, SIMBANANIYE, RWURI, BIZOZA et autres de 1966 à 1976 et les BAGAZA, KAZATSA, NDABANEZE, MANDEVU et autres de 1976 à 1987 organisaient et formaient politiquement et moralement leur armée, ce n'était pas pour assurer la protection des TUTSI. Cela s'est révélé faux. Cette crise qui a débuté le 21 octobre 1993 avec l'assassinat de NDADAYE a emporté des vies humaines innocentes TUTSI dans tout le pays sauf à BURURI chez les MICOMBERO, les BAGAZA et autres.

Chers TUTSI innocents, prenez conscience de vos véritables intérêts et sachez les défendre car l'armée de BIKOMAGU vous trompe, elle sert les intérêts égoïstes des MICOMBERO, RWURI, SIMBANANIYE, et compagnons depuis 1966 et des BAGAZA, NDABANEZE, NIYONKURU, MANDEVU, MBONIMPA, KAZATSA, NYABOYA, NZAMBIMANA, KADOYI et compagnons depuis 1976 ainsi que des BUYOYA, KADEGE, BARARUNYERETSE, NDARUZANIYE, NTAHUGA, NZOBONIMPA Lucien, BUKASA, NINGABA, NIMUBONA et compagnons depuis 1987.

A BON ENTENDEUR SALUT !

La vraie solution durable consistera dans le désarmement total de l'armée burundaise et de la population et puis la formation d'une nouvelle armée avec une nouvelle éthique.

La Communauté Internationale est appelée à prendre sa responsabilité historique.

VIVE LA PAIX DURABLE
VIVE LE BURUNDI POUR TOUS.

Fait à Bujumbura, le 28 avril 1994

POUR LE FRONT NDADAYE Melchior,

RUGAMBA Jean Berchmans.